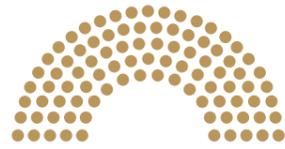


5 ORGANES DE GOUVERNANCE



Structure et fonctions



L'Assemblée

167 États membres + l'Union européenne

- Organe suprême/politique
- Pouvoir d'établir les politiques générales sur toute question ou affaire dans le champ de compétence de l'AIFM
- Approuve le budget
- Approuve les règlements recommandés par le Conseil

La Commission des finances

- 15 membres, y compris les 5 contributeurs les plus importants (tant que l'AIFM dépendra des contributions)
- Toute question financière ou budgétaire doit être examinée par la Commission des finances



L'Entreprise

- Organe de l'AIFM mandaté pour réaliser directement les activités dans la Zone
- N'est pas en fonction actuellement. Les fonctions intérimaires sont réalisées par le Secrétariat



Le Secrétariat

Secrétaire général
+ personnel administratif
et technique



Le Conseil

Groupe A (4) Consommateurs majeurs :
Chine, Italie, Japon, Russie

Groupe B (4) Investisseurs majeurs :
Allemagne, France, Inde, République de Corée

Groupe C (4) Exportateurs majeurs : Afrique du Sud, Australie, Canada, Indonésie

Groupe D (6) États en développement et à intérêts particuliers : Bangladesh, Brésil, Fidji, Jamaïque, Lesotho, Ouganda

Groupe E (19) Représentation géographique équitable : Algérie, Argentine, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, Espagne, Ghana, Maroc, Mexique, Mozambique, Nigeria, Norvège, Panama, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Singapour, Tonga, Trinité-et-Tobago



La Commission juridique et technique

- 30 membres experts
- Recommande l'approbation de plans de travail
- Propose des règlements techniques + environnementaux au Conseil



La Commission de planification économique

- N'est pas en fonction actuellement. Fonctions réalisées par la Commission juridique et technique

Sessions des organes de gouvernance en 2019-2020

25^{ème} session du Conseil (2^{ème} partie) 15-19 juillet 2019

Pendant la seconde partie de sa 25^{ème} session, le Conseil a continué son examen du projet de règlements relatifs à l'exploitation soumis par la CJT⁶⁸ et a convenu des prochaines étapes de leur développement.

Le Conseil a examiné le rapport du Président du groupe de travail informel à composition non limitée chargé de réfléchir à l'élaboration d'un modèle financier et d'un mécanisme de paiements, sur les résultats de la deuxième réunion du groupe, qui a eu lieu les 11 et 12 juillet 2019. Le Conseil a décidé que le groupe devrait convenir d'une troisième réunion en 2020.

Le Conseil a également décidé de prolonger le contrat et de renouveler le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Entreprise, tout en travaillant à l'entrée en fonction de l'Entreprise.⁶⁹

Le Conseil a examiné deux propositions concernant les prochaines élections des membres de la CJT et a décidé de différer l'examen des contributions à sa prochaine réunion en 2020, qui les examinera en priorité.

Enfin, sur recommandation de la CJT, le Conseil a approuvé la demande de plan de travail relatif à l'exploration dans la Zone déposée par Beijing Pioneer Hi-Tech Development Corporation, patronnée par le Gouvernement de la Chine.⁷⁰

25^{ème} session de l'Assemblée 22-26 Juillet 2019



Photo : IISD/ENB

L'Assemblée a élu comme présidente la Ministre des Affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque, Madame la Sénatrice Kamina Johnson-Smith. Au cours de sa session, l'Assemblée a examiné le rapport annuel du Secrétaire général soumis en application de l'article 166(4) de la CNUDM⁷¹ et a adopté le Plan d'action de haut niveau ainsi que les indicateurs de résultats correspondants pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AIFM pour la période 2019-2023.⁷²

L'Assemblée a adopté le mandat pour le fonds d'affectation spéciale destiné à assurer un appui extrabudgétaire,⁷³ comme recommandé par la CF, ainsi que le mandat du Fonds de contributions volontaires pour le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Entreprise.⁷⁴

L'Assemblée a aussi approuvé les directives pour la candidature d'organisations non gouvernementales au statut d'observateur auprès de l'AIFM.⁷⁵

Enfin, l'Assemblée a entériné le texte du memorandum d'accord établissant le Centre conjoint de formation et de recherche en collaboration avec le Ministère des ressources naturelles de la Chine et a autorisé le Secrétaire général à le signer.⁷⁶

⁶⁸ ISBA/25/C/WP.1.

⁶⁹ ISBA/25/C/36.

⁷⁰ ISBA/25/C/33.

⁷¹ ISBA/25/A/2.

⁷² ISBA/25/A/15 ; ISBA/25/A/15/Corr.1.

⁷³ ISBA/25/A/14, Annex I.

⁷⁴ ISBA/25/A/14, Annex I.

⁷⁵ ISBA/25/A/16.

⁷⁶ ISBA/25/A/17, para.28.

26^{ème} session du Conseil (1^{ère} partie) 17-21 février 2020



Dr. Kathy-Ann Brown (Jamaïque) a présidé la session.

Photo : IISD/ENB

Le Conseil a poursuivi l'examen du projet de règlements de l'exploitation et a décidé d'établir trois groupes de travail informels, qu'il a chargés :

- des questions en rapport avec la préservation et la protection de l'environnement marin
- de l'inspection, de la conformité et de l'application
- des questions institutionnelles.

Chaque groupe sera coordonné par des individus désignés par les groupes régionaux, conformément aux mandats et modalités décidés par le Conseil.

Les délégués se sont par ailleurs occupés de la composition et de la taille de la CJT, une question qui était à l'ordre du jour depuis la dernière élection des membres de la CJT en 2016. Le Conseil a adopté une décision traçant la voie vers une décision finale qui sera prise à sa prochaine réunion en octobre 2020 et, à cette fin, a désigné Mr. Vladislav Kurbatskiy (Fédération de Russie) comme coordinateur.



Photo : IISD/ENB

Célébrations du 25^{ème} anniversaire

2019 a marqué l'année du 25^{ème} anniversaire de la création de l'AIFM et de l'entrée en vigueur de la CNUDM. Pour célébrer cette occasion historique, l'AIFM a organisé une session commémorative spéciale de l'Assemblée et une conférence internationale, qui ont eu lieu à Kingston, en Jamaïque, respectivement en juillet et en novembre.

Session commémorative spéciale lors de la 25^{ème} session de l'Assemblée

25 juillet 2019 – Kingston, Jamaïque

Le 25 juillet 2019, l'AIFM a organisé une journée de session commémorative. Parmi les principaux événements, ont eu lieu : la deuxième édition du Prix du Secrétaire général pour l'excellence dans la recherche sur les grands fonds marins, un panel de haut niveau sur le renforcement des capacités, une session commémorative spéciale de l'Assemblée et le lancement de la plateforme DeepData.



Une réunion commémorative s'est tenue le 25 juillet 2019 lors de la 25^{ème} session

Photo : IISD/ENB



Le Secrétaire général M. Michael W. Lodge et le chef de la délégation de Monaco M. Tidiani Couma présentent un nodule polymétallique intégré dans du verre au lauréat pour 2019, Mauricio Shimabukuro.

Le Secrétaire général, M. Michael W. Lodge, et le chef de la délégation de Monaco, M. Tidiani Couma, ont présenté la deuxième édition du Prix du Secrétaire général pour l'excellence de la recherche sur les grands fonds marins. M. Lodge a salué la contribution de la Principauté de Monaco qui a soutenu financièrement cette récompense et a annoncé le lauréat de l'édition de 2019, Mauricio Shimabukuro de l'Institut d'Océanographie de l'Université de São Paulo au Brésil, récompensé pour son travail approfondi sur l'écologie du Sud de l'Atlantique et son expérience dans l'exploration des fonds marins.



Jihyun Lee, Secrétaire de l'AIFM, présente DeepData
Photo : IISD/ENB

L'AIFM a également présenté sa base de données DeepData, qui centralise toutes les données et informations concernant les ressources minérales et l'environnement des fonds marins internationaux et leurs colonnes d'eau, qui sont systématiquement collectées par l'AIFM à partir des données et informations soumises par les contractants ces dernières années.

Un panel de haut niveau intitulé « Développer les opportunités et initiatives de renforcement des capacités des États en développement » a souligné l'importance du renforcement des capacités pour remplir le mandat de l'AIFM. Le groupe était co-présidé par le Secrétaire général de l'AIFM et S.E. Monsieur Baron Waqa, Président de Nauru, et était composé de :

- M. Jens Frolich Holte, Secrétaire d'État, Ministère royal norvégien des Affaires étrangères, Norvège
- S.E. Carlos Den Hartog, Représentant permanent du Brésil à l'AIFM
- S.E. Satyendra Prasad, Représentant permanent de Fidji à l'ONU
- Mme. Sonali Samarasinghe, Ministre, Mission permanente du Sri Lanka auprès de l'ONU

À cette occasion, le Secrétaire général a mis l'accent sur le programme de formation des contractants ainsi que sur les projets Initiative Abysses et ADSR, tous deux destinés à répondre aux besoins de renforcement des capacités des États en développement.



S.E. Monsieur Baron Waqa, Président de Nauru, a co-présidé le panel de haut niveau.
Photo : IISD/ENB

La journée s'est clôturée par la commémoration officielle du 25^{ème} anniversaire de l'AIFM, lancée par le Premier ministre de la Jamaïque, Monsieur Andrew Holness, qui a mis en avant les accomplissements de l'AIFM depuis sa création et son rôle central pour la gouvernance de la Zone. Dans toutes leurs déclarations, le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques de l'ONU, M. Miguel de Serpa Soares,

le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur les océans, M. Liu Zhenmin et le Président du Tribunal international du droit de la mer, M. Jin-Hyun Paik, ont également félicité l'AIFM pour son 25^{ème} anniversaire et ont promis de s'engager pour soutenir le travail de l'organisation dans les années à venir.



Monsieur Andrew Holness, Premier ministre de la Jamaïque
Photo : IISD/ENB



M. Miguel de Serpa Soares, Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques de l'ONU
Photo : IISD/ENB



M. Liu Zhenmin, Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales et Secrétaire général de la Conférence de l'ONU sur les océans
Photo : IISD/ENB



M. Jin-Hyun Paik, Président du Tribunal international du droit de la mer
Photo : IISD/ENB

Conférence internationale sur les aspects juridiques, scientifiques et économiques de l'exploitation minière des grands fonds marins

14-16 novembre - Kingston, Jamaïque

La conférence a réuni plus de 100 participants, y compris des hauts responsables des gouvernements, des experts internationaux, des chercheurs et des experts issus des communautés scientifiques et juridiques, ainsi que des représentants du corps diplomatique, pour célébrer cet événement marquant et discuter des nombreux accomplissements réalisés au cours de ces 25 ans ainsi que l'avenir de l'exploitation minière des grands fonds marins.



L'AIFM a organisé une conférence conjointe avec COLP et grâce au soutien généreux de : CIL, ICAS, KMI et l'UMM.

Au cours de la séance d'ouverture, Madame la Sénatrice Kamina Johnson Smith, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Jamaïque a souligné que la priorité immédiate de l'AIFM « doit demeurer le développement des règlements pour régir l'exploitation de la zone internationale des grands fonds marins ».

« Alors que le regard de l'AIFM se tourne vers l'avenir et les 25 prochaines années, nous devons préparer prudemment et urgemment l'exploitation minière des ressources de la Zone » a dit la ministre. « La phase d'exploitation promet des avantages socio-économiques pour tous les peuples et il est important que nos contributions nous placent du bon côté de l'histoire, grâce aux précautions et à l'application avec lesquelles nous commençons ce processus maintenant. »



Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général a mis en lumière l'évolution de l'AIFM, faisant remarquer l'importance de ce jour il y a 25 ans, lorsque la session inaugurale de l'AIFM avait eu lieu à Kingston, en présence du Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

« Le monde d'aujourd'hui est très différent de celui de 1982, lorsque la Convention a été adoptée, et même de celui de 1994, quand l'AIFM a été établie » a dit M. Lodge.

« Les priorités et inquiétudes des États ont changé, et nous devons reconnaître que l'AIFM doit également changer. Il est primordial qu'à l'avenir, le travail de l'AIFM soit en adéquation avec l'objectif de développement durable n°14 et que l'AIFM porte sa pierre à l'édifice dans l'accomplissement de l'Agenda 2030 du développement durable. »

Le professeur Myron H. Nordquist, directeur adjoint et rédacteur du COLP, a par ailleurs souligné le rôle important joué par l'AIFM dans la mise en place du droit international et dans la défense des principes du patrimoine commun de l'humanité.

« La mise en œuvre pratique du concept de patrimoine commun par l'AIFM depuis plus de 25 ans a très certainement dissipé le scepticisme initial à propos de la viabilité de l'exploration des minéraux des fonds marins dans les régions s'étendant au-delà des champs de compétence nationaux » a-t-il ajouté.



Dans son discours, le juge Patrick Robinson de la Cour internationale de justice a souligné : « Bien que l'on sache qu'à certains endroits, certains estiment qu'il faudrait un moratorium sur l'exploitation minière des grands fonds marins ou même qu'elle devrait être interdite parce qu'elle serait incompatible avec la protection de l'environnement marin, ce n'est pas comme si la Convention de Montego Bay n'avait pas anticipé que les activités dans la Zone auraient quelques effets sur l'environnement marin. Après tout, la Convention exige que l'Autorité prenne des mesures pour protéger l'environnement des effets néfastes qui pourraient provenir des activités dans la Zone. »

Le juge Albert J. Hoffmann, président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs au fonds marins du TIDM a aussi participé à la conférence et a fait une présentation sur le travail et le rôle futur de la Chambre.

